



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

14 octobre 2015

La première réunion du Conseil municipal de la Commune Urbaine d'Antananarivo figure au centre de l'actualité. Cette dernière vise normalement à élire les membres du bureau qui, à l'issue du vote, est intégralement composé du TIM, en raison d'une part de la majorité écrasante de conseillers municipaux de ce parti politique et d'autre part, de l'abstention au vote des autres formations politiques.

Vie des Collectivités Territoriales Décentralisées

CUA : LE TIM RAFLE LES 4 SIEGES DU BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL

Comme prévue, la première réunion officielle des 54 conseillers municipaux de la Commune Urbaine d'Antananarivo s'est tenue hier à l'Hôtel de Ville d'Analakely et a pour but d'élire leurs membres de bureau. Le moment très attendu fut le « face-à-face » entre les élus majoritaires du TIM et ceux des opposants déclarés, emmenés par Lalatiana Rakotondrazafy du FREEDOM et Lalatiana Ravololomanana du Mpanohitra. Après le discours d'ouverture prononcé par Lalao Ravalomanana, les journalistes, venus en masse, ont été priés de sortir par le Préfet et la mairesse. Le ton a réellement commencé à monter après que le président nouvellement élu du conseil municipal, le colonel Faustin Andriambahoaka, ait annoncé la convocation d'une prochaine réunion dès jeudi. Le camp du FREEDOM n'a effectivement pas tardé à réagir, en réclamant le respect du délai de convocation de 10 jours francs. « Visiblement, le nouveau président ne maîtrise pas la loi. Il faut d'abord que l'on prenne connaissance des sujets à discuter avant la réunion », a soutenu la conseillère municipale Lalatiana Rakotondrazafy. Lalatiana Ravololomanana a également insisté sur le respect des délais et ce, pour que les conseillers ne soient pas pris au dépourvu concernant l'ordre du jour. Elle réclame par ailleurs le programme du maire. « Nous avons déjà communiqué notre programme durant la campagne électorale. Vous étiez peut-être occupés à faire la propagande et n'avez pas entendu », ont alors rétorqué les conseillers TIM. Le ton a donc été donné au sein du Conseil municipal. Quoiqu'il en soit, la majorité TIM, forte de ses 31 conseillers, ne risque pas d'être inquiétée. Le vote d'hier en est d'ailleurs la preuve puisque la formation politique de la mairesse a été la seule à se proposer pour les 4 sièges en jeu. Outre le président, Mbolatiana Andriamaramanana a été élue vice-présidente tandis que Joelison Rafenomanantsoa et Charline Raheliarivao, occupent les deux postes de rapporteurs. (L'Express de Madagascar p.5 ; Takoritsika p.3)

- Dans son allocution à l'occasion de l'ouverture de la première réunion du Conseil municipal, Lalao Ravalomanana a appelé à la solidarité et à la cohésion des conseillers municipaux pour la reconstruction de la capitale. Ce discours a été prononcé en présence du Préfet de Police d'Antananarivo, Robert Randriamanjarisoa et de ses adversaires aux communales, occupant maintenant la fonction de conseillers, à savoir Lalatiana Rakotondrazafy, Lalatiana Ravololomanana, Harilala Ramanantsoa, Nicole Véronique Rajerison et Andry Concept. Le candidat malheureux Hery Rafalimanana a brillé par son absence, si les conseillers élus sous la bannière de son association étaient présents. (Midi Madagasikara p.2)
- Les anciens candidats devenus conseillers municipaux se sont abstenus de participer au vote, hormis Lalatiana Ravololomanana, qui a voté blanc. « J'ai exercé mon droit de vote mais je ne pouvais pas voter TIM. Le bureau 100% TIM s'avère indéniable avec une telle majorité au conseil (...) » a-t-elle expliqué. Elle déclare par ailleurs que l'opposition montrera l'exemple d'une vraie démocratie au sein de ce Conseil municipal, vu qu'elle n'a pas sa place à l'Assemblée Nationale. Pour sa part, Lalatiana Rakotondrazafy explique qu'elle n'a pas pris

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



part au scrutin car le rapport de force au sein du Conseil est incontestable. « (...) Nous pouvons nous targuer d'être la deuxième force politique au sein de la capitale car nous avons osé nous mesurer à l'un des grands partis du pays », a-t-elle conclu. **(Les Nouvelles p.3)**

- La voie est libre pour l'équipe de Lalao Ravalomanana pour concrétiser ses promesses électorales. La maire n'aura effectivement pas de problème à défendre ses programmes face au Conseil. « Le TIM dispose de 31 conseillers sur les 54 composant le Conseil municipal. Par conséquent, toutes les propositions de l'Exécutif vont être adoptées sans qu'il n'y ait de véritables débats », explique Lalatiana Rakotondrazafy. Une opinion également soutenue par **Madagascar Laza (p.2)**.
- Le TIM entame une opération coup de balai dans les bureaux d'arrondissement de la ville d'Antananarivo. Pas plus tard qu'hier, le nouveau délégué au maire du 1er arrondissement Raharinosy Razafimbelo a été officiellement investi de ses nouvelles fonctions étant donné la tenue de la passation de service avec son prédécesseur Serge Rakotomavo. Le nouveau délégué au maire s'est engagé à améliorer le service au niveau de son arrondissement. **(Madagascar Laza p.3)**
- **La Vérité** s'est focalisé sur la déclaration de Lalatiana Rakotondrazafy, à sa sortie de la réunion du Conseil municipal, selon laquelle tout a été décidé de façon unilatérale et sans le moindre débat. « Nous ne sommes pas d'accord avec une telle pratique et avons décidé de ne pas participer au vote », a déclaré la conseillère du **FREEDOM (p.3)**
- Le colonel à la retraite Faustin Andriambahoaka, élu président du Conseil municipal de la CUA, est connu dans le milieu politique et militaire pour avoir été le « bras armé » de Marc Ravalomanana en 2009, relate **La Gazette de la Grande Ile**. Bref, la capitale est verrouillée par les pro-Ravalomanana, conclut le quotidien **(p.5)**
- Le TIM n'a besoin du soutien de quiconque, même pas de celui du HVM représenté par Hery Rafalimanana estime **Madagascar Matin**. Le quotidien déduit que le « règne » sans partage du TIM au sein du Conseil municipal s'avère normal après 6 ans de traversée du désert et émet ses craintes par rapport à l'empressement du clan Ravalomanana à prendre le pouvoir qui, de son opinion, ne présage rien de bon, autant pour la capitale que le régime Rajaonarimampianina **(p.3)**
- De l'avis de **Tia Tanindrazana**, le parti Freedom de Lalatiana Rakotondrazafy s'est abstenu de prendre part au vote car il craint de ne pas bénéficier des 17 voix de ses 17 conseillers municipaux. **(p.3)**

COMMUNE D'ANKADIKELY ILAFY : MISE EN PLACE DU NOUVEAU MAIRE

Le nouveau maire d'Ankadikely Ilafy, Georges Andriamanaganoro a officiellement pris ses fonctions vendredi dernier. A cette occasion, il a souligné que sa priorité réside dans le développement de l'agriculture puisque la population de sa commune rurale est essentiellement constituée d'agriculteurs et d'éleveurs. Il a également mis l'accent sur le renforcement de la sécurité, dans la mesure où sa circonscription est classée zone rouge. **(L'Observateur p.7)**

Relations internationales

LE NOUVEL AMBASSADEUR DE HONGRIE A ANOSY

Le nouvel ambassadeur de Hongrie à Madagascar, SEM András László Kiraly a été reçu, hier à Anosy, par le ministre des Affaires Etrangères par intérim, le général Dominique Rakotozafy. En effet, le diplomate est venu présenter la copie figurée de ses Lettres de Créance, l'accréditant en tant qu'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire non résident à Madagascar, dans la mesure où il résidera en Afrique du Sud. Après la présentation des documents officiels, les deux parties se sont entretenues en vue de développer et de raffermir davantage les relations bilatérales entre Madagascar

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



et la Hongrie et ce, par l'intermédiaire de l'élargissement des champs de coopération, notamment dans le domaine du tourisme et du transport. (Midi Madagasikara p.2 ; Les Nouvelles p.3 ; Madagascar Laza p.2)

Politique

LA COMPOSITION DU SENAT SE FAIT ATTENDRE

Des bruits ont circulé selon lesquels le Conseil des ministres de ce jour devrait adopter le décret fixant le nombre de sénateurs à élire. Toutefois, une source gouvernementale, citée par **L'Express de Madagascar**, affirme que le sujet est encore au stade de débat et de réflexion. Pourtant, les grands électeurs ont déjà fait l'objet d'une convocation, générant par conséquent une incertitude au niveau des principales forces politiques dans la mesure où il ne reste plus que 3 mois pour procéder à la sélection des candidats à présenter et déterminer le budget de campagne. Les partis politiques qui participeront à ce scrutin s'adonneront donc à une course contre la montre, étant donné que dans ce laps de temps serré, il faudra encore compter les 21 jours de propagande et le délai pour le dépôt des dossiers de candidature. Ainsi, seuls les partis témoignant d'une bonne performance aux élections communales et notamment le HVM, osent afficher leur ambition pour les sénatoriales. D'après la loi organique régissant le Sénat, chaque province constitue une circonscription électorale. Pour l'heure, les débats ministériels et gouvernementaux laissent entendre l'idée de 10 sénateurs à élire pour chaque province. Outre le nombre de candidats, la question de représentativité régionale dans l'hémicycle du palais d'Anosy devrait également être en jeu. **p.3**

- Lors des dernières élections communales, 3 partis politiques sont sortis du lot, à savoir le HVM, le TIM et le MAPAR, qui ont fait élire respectivement 814, 216 et 108 maires. Cependant, la performance des indépendants n'est pas négligeable dans la mesure où ils ont pu placer 270 maires sur l'ensemble du territoire, soit un pourcentage de 15,93%. De ce fait, ces formations politiques majeures pourraient adresser un clin d'œil aux indépendants en vue des sénatoriales. (Midi Madagasikara p.3)
- Le nombre de sénateurs qui siègeront à la Chambre haute sera maintenu à 90, selon **Madagascar Matin**. Ce chiffre offrira ainsi une marge de manœuvre au Chef de l'Etat pour lui assurer la majorité au Sénat. D'autant plus que le régime ne peut accorder sa confiance aux députés qui changent d'avis et de position pour des questions d'intérêts et d'argent. **(p.3)**

RSS : SEMINAIRE NATIONAL A PARTIR DE CE JOUR AU CCI IVATO

Le séminaire national sur la Réforme du Secteur de la Sécurité ou RSS se tiendra à partir de ce jour au Centre de Conférence International d'Ivato. Pour rappel, cette manifestation entre dans le cadre de la concrétisation de la politique de l'Etat en matière de gouvernance sécuritaire. Ainsi, le gouvernement malgache a fait appel à ses partenaires pour initier le processus. A cet effet, la mission d'évaluation conjointe sur la RSS à Madagascar, conduite par l'Union Africaine et en collaboration avec les Nations-Unies, l'Union Européenne, la SADC, l'Organisation Internationale de la Francophonie mais également le réseau africain du secteur de la sécurité s'est tenue du 3 au 13 octobre 2014. A noter qu'après ladite mission d'évaluation, des consultations ont également été entreprises au niveau des 22 régions de Madagascar, pour aboutir enfin à ce séminaire national qui ouvre ses portes aujourd'hui CCI Ivato. (Midi Madagasikara p.3)

LES MINISTRES SIGNENT L'ENGAGEMENT DE LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Les membres du gouvernement, dirigés par le Premier ministre, ont procédé hier à Mahazoarivo à la signature de l'engagement de la lutte contre la corruption, juste avant la tenue du Conseil de gouvernement. A cette occasion, Jean Ravelonarivo a déclaré que tous ses ministres ont procédé à

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



leur déclaration de patrimoine, avant d'ajouter que les hauts commis de l'Etat devraient en faire autant. Pour sa part, le DG du Bureau Indépendant Anticorruption, Jean-Louis Andriamifidy, a donné de plus amples informations sur le rôle de son institution dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption. De son opinion, la volonté politique, la nécessité de bénéficier des moyens suffisants et le rôle prépondérant du système judiciaire conditionnent la réussite de ce programme. Il soutient également que le combat contre la pauvreté devrait débiter par la lutte contre la corruption. (**Midi Madagasikara p.3 ; La Gazette de la Grande Ile p.3 ; Tia Tanindrazana p.2 ; Madagascar Matin p.9**)

- Officiellement, tous les membres du gouvernement ont déjà effectué leur déclaration de patrimoine, il ne reste donc plus que des mises à jour à faire, a-t-on appris du côté de la Primature. Pourtant, en se référant au site Internet officiel de la HCC, ils sont encore nombreux à être absents de la liste des personnalités ayant déclaré leurs avoirs auprès de cette institution. (**L'Express de Madagascar p.5**)
- Le Bianco a présenté aux membres du gouvernement la nouvelle stratégie nationale de lutte anticorruption pour la décennie 2015-2025, dont la vision est qu'à terme, Madagascar sera un Etat de droit où le développement économique, social et environnemental est libéré de la corruption. A noter que le Chef de l'Etat a signé cet engagement lors de la cérémonie de lancement de la nouvelle stratégie nationale de lutte anti-corruption, le 21 septembre dernier à Iavoloha. (**Les Nouvelles p.4**)
- « Mettre fin au sentiment d'impunité, préserver la bonne gouvernance et garantir l'Etat de droit », tels ont été les points énumérés comme étant les conditions fondamentales de la réussite de cette nouvelle stratégie nationale que le gouvernement entend mettre en œuvre. Le Directeur Général du Bianco a présenté aux ministres un bilan sommaire des activités au titre du premier semestre 2015, pour ne citer que l'assistance à la réalisation des concours administratifs ainsi que la mise en œuvre des dispositifs anti-corruption. La sécurisation des recettes et dépenses des communes rurales a également été énumérée. (**Madagascar Laza p.3**)

Processus électoral

LA CENI-T EN CHARGE DES ELECTIONS COMMUNALES PARTIELLES

L'organisation des élections à refaire dans 19 communes du pays revient encore à la CENI-T, qui a d'ailleurs fait part du budget de 500 millions d'Ariary dédié à ces scrutins partiels. Si la Commission électorale avait annoncé la date du 13 novembre 2015 pour la tenue de ces partielles, cette proposition n'a pas encore été validée par le Conseil des ministres. En attendant, la CENIT va entreprendre une descente dans les circonscriptions concernées à partir du 26 octobre prochain, afin de former ses démembrements et les éventuels membres de bureaux de vote. (**Madagascar Laza p.2**)

- **La Gazette de la Grande Ile** dit douter de la tenue et de la transparence de ces scrutins partiels, en se référant au montant du budget nécessaire pour leur organisation, que la CENI-T ne dispose pas dans ses caisses. L'Etat devra ainsi l'aider financièrement ce qui remettra en cause ces élections (**p.12**)

Economie et société

INCENDIE A ANDRAVOAHANGY : LE MARCHE AU BOIS RASÉ

Près d'une centaine de commerces de bois ont été rasés par les flammes, hier vers 21 heures à Andravoahangy. Quatre véhicules pris dans l'embrasement ont été complètement carbonisés. Nourri

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



par une rafale de vent, l'incendie s'est répandu à grande vitesse ce qui a compliqué la tâche des soldats du feu. « Il a fallu combattre l'incendie sur plusieurs fronts. Les flammes menaçaient de s'abattre dangereusement sur les commerces d'effets vestimentaires ainsi que des maisons d'habitation », déclare un lieutenant de sapeurs-pompiers. Malgré la demi-douzaine de fourgons déployée par la caserne de Tsaralalàna et ses postes avancés, l'incendie n'a été maîtrisé qu'au terme de 4 heures de lutte. Pour l'heure, son origine reste à déterminer. (L'Express de Madagascar p.6 ; Midi Madagasikara p.33)

- Mis à part les milliards d'Ariary de dégâts matériels et plus d'un millier de sinistrés, l'incendie aurait également fait des victimes, dont le nombre et l'identité restent encore à déterminer. Il s'agirait probablement d'éléments en charge de la sécurité du lieu ainsi que des manutentionnaires, ont annoncé les soldats du feu. (Madagascar Laza p.7)

LE MINISTRE DU COMMERCE CONTROLE LES SACHETS EN PLASTIQUE SUR LE MARCHÉ

D'après la déclaration du ministre du Commerce, hier, lors de sa descente dans le marché d'Anosibe, aucune autorisation n'a encore été émise aux industries productrices de sachets en plastique dits biodégradables. Avant d'ajouter que seul son département assurera la délivrance du certificat de consommabilité. « Après l'assainissement au niveau des marchés de la capitale, nous allons procéder au contrôle des sociétés productrices de sachets qualifiés de biodégradables » a-t-il affirmé. En effet d'après les explications d'un technicien au niveau du ministère du Commerce, le plastique biodégradable peut, en théorie, être détruit par des microorganismes alors que certaines industries fabriquent encore ce type de plastique dit biodégradable à partir du pétrole, tout comme le plastique ordinaire. (L'Express de Madagascar p.7 ; La Vérité p.4 ; Tia Tanindrazana p.4 ; Takoritsika p.3)

- La descente sur terrain entreprise par Henri Rabesahala et son équipe vise également à sensibiliser les commerçants de leurs obligations vis-à-vis de l'Etat et des consommateurs, notamment l'usage des factures et la traçabilité des produits vendus. Par ailleurs, le ministre du Commerce a salué les efforts initiés par les artisans, saisissant les opportunités qui s'offrent suite à l'interdiction d'utilisation de sachets plastiques. Des sacs en papier de fabrication artisanale sont effectivement déjà en vente à Anosibe afin de remplacer les sachets en plastique traditionnels. (Midi Madagasikara p.4)
- Durant sa descente inopinée dans le marché d'Anosibe, le ministre du commerce Henri Rabesahala a constaté l'existence de nombreuses irrégularités. A titre d'exemple, les prix des produits ne sont pas affichés, une situation susceptible d'induire les consommateurs en erreur. Il a également souligné que les commerçants ont perdu l'habitude de recourir à l'usage de factures, rendant difficile la traçabilité des produits. Madagascar Laza p.7

INSECURITE A MIDONGY SUD : LES DAHALO NARGUENT LES FORCES DE L'ORDRE

Trois jours après l'assaut de Befotaka-Sud, des dahalo ont attaqué la ville de Midongy Sud avant-hier et ce, en dépit de la présence des forces de l'ordre. Une dizaine de bandits armés de fusils de chasse ont effectivement lancé l'assaut vers 23 heures, à l'heure du délestage, malgré la présence massive des éléments de la gendarmerie, dépêchés sur place depuis l'attaque de Befotaka. Les assaillants ont cette fois-ci pris pour cible un commerçant, faisant main-basse sur une somme de 1,2 millions d'Ariary et en mettant le magasin à sac. Pour en revenir à l'attaque de Befotaka Sud, des pelotons conduits par le commandant du groupement de la gendarmerie de ladite région ont engagé une poursuite et remontent les traces de la horde de dahalo en direction de Ranotsara-sud. Les auteurs de l'attaque de la caserne seraient déjà identifiés, d'après les sources de la gendarmerie. (L'Express de Madagascar p.11 ; Takoritsika p.6)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité

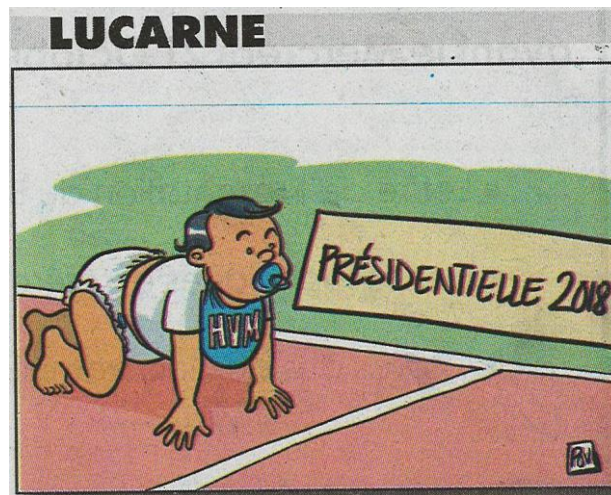


- D'après **Midi Madagasikara**, certaines personnalités politiques seraient de mèche avec les dahalo, par rapport à l'attaque massive survenue à Befotaka sud, il y a quelques jours. A noter que des éléments des forces de l'ordre de la capitale ont été dépêchés pour tracer les malfaiteurs. (p.36)
- L'Association des Ex-Militaires veut prêter main forte à l'armée dans le cadre de la lutte contre l'insécurité, qui handicape le développement dans toutes ces formes. C'est ce qui est sorti de l'assemblée générale électorale, qui s'est tenue dans le cadre du renouvellement du bureau. Ces réservistes de l'armée malgache, constitués d'anciens gendarmes et militaires, souhaitent ainsi participer activement à la lutte contre l'insécurité sur le territoire national. « Les dahalo et les grands bandits sont assurément des anciens de l'armée, vu leur aisance dans la manipulation des armes de guerre et leur stratégie », a déclaré le porte-parole de l'association. (Les Nouvelles p.9)
- Tous les commerçants de Midongy du Sud ont fermé leur porte après l'attaque d'un commerce par une dizaine de dahalo. Les victimes de l'attaque se sont d'ailleurs plaintes au bureau du district, se demandant pourquoi ces bandits osent opérer en pleine ville et malgré la présence massive des forces de l'ordre **Tia Tanindrazana p.2**

Format de couverture

Après l'adoption du projet de loi sur la CENI par l'Assemblée nationale, **Les Nouvelles** publie un grand dossier d'une page intitulé **Indépendance de la CENI : entre mythe et réalité**. Le quotidien y souligne également que des élections libres, crédibles et transparentes restent une étoile inaccessible pour une grande partie du continent africain. p.5

Un peu d'humour



L'Express de Madagascar p. 3

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :
Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu
Honorine RAMISARIVÉLO: misa.ramisarivelo@eces.eu
Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

